



MAROC / MOROCCO

Ahmed EL BOUARI

Ministre de l'Agriculture, de la Pêche Maritime,
du Développement Rural et des Eaux et des Forêts

*Excellences,
Mesdames et Messieurs les Ministres,
Madame la Présidente du Conseil d'Administration du CIHEAM
Mesdames et Messieurs,*

Je suis très ravi de vous accueillir au Maroc encore une fois, à Rabat, pour la 12^{ème} réunion ministérielle des pays membres du CIHEAM. La thématique de cette ministérielle, adressant l'approche méditerranéenne de la souveraineté alimentaire entre préoccupations et impacts sur un système alimentaire durable, est un prolongement des réunions ministérielles qui ont précédé et une consolidation des acquis, et ce depuis la première ministérielle de 1990. Au carrefour de l'Europe, de l'Afrique subsaharienne et de l'Asie, le bassin méditerranéen a été historiquement un creuset de civilisations et le berceau d'une agriculture riche et diversifiée. Aussi, le régime alimentaire méditerranéen est reconnu mondialement pour sa richesse et ses bienfaits nutritionnels, qui favorisent une alimentation saine, intégrant les dimensions culturelles, historiques et civilisationnelles, reflets aujourd'hui des identités nationales et régionales. Toutefois, aujourd'hui plus que jamais, la pérennité de la sécurité alimentaire au sein du bassin méditerranéen est confrontée à de nombreux défis simultanés, aussi bien d'ordre naturel qu'humain.

Mesdames et Messieurs,

Selon les projections climatiques du GIEC, la Méditerranée est exposée à une augmentation de la température atmosphérique et l'acidification des eaux marines, avec des vagues de chaleur qui touchent de plus en plus souvent les pays méditerranéens, et notamment ceux du Maghreb. La rareté de l'eau dans la région, et plus particulièrement au sud, la baisse de la biodiversité et de la dégradation des ressources génétiques constituent également une

menace à la durabilité des systèmes alimentaires agricoles et aquatiques.

Également, la population de la Méditerranée, estimée à 542 millions d'habitants en 2020, devrait atteindre 657 millions d'ici 2050, avec des conséquences sur la demande alimentaire et la consommation en eau. La structure de la population est dominée par les jeunes, qui représentent près de 50% de la population des rives Sud et Est. Bien que cette jeunesse représente un atout vital, elle continue d'être confrontée à de multiples difficultés d'intégration sociale et économique, notamment l'éducation et le chômage.

Aussi, et en raison d'obstacles structurels et d'inégalités entre les sexes, les femmes affichent un faible taux d'activité. Selon un récent rapport de la FAO, 36% des femmes qui travaillent dans le monde sont employées dans les systèmes agroalimentaires. On cite aussi la dépendance croissante des pays du sud et de l'est de la Méditerranée des importations des céréales et des produits de base.

Mesdames et Messieurs,

Le Maroc subit les effets néfastes des changements climatiques qui impactent significativement le potentiel des ressources en eau mobilisables. Depuis 1945, les apports en eau ont baissé de plus de 30%. Les pénuries d'eau sont aggravées par la forte croissance de la demande en eau, qui est le résultat de la croissance démographique et du développement socio-économique. La compétition sur les usages de l'eau est de plus en plus sévère et en défaveur de l'agriculture, secteur souvent accusé à tort d'être le grand consommateur d'eau.

Pour renforcer la résilience alimentaire, le Maroc a fait de l'agriculture un secteur stratégique et moteur de développement économique et social.

En effet, depuis 2008, la stratégie Plan Maroc Vert a fait de l'investissement dans la résilience un levier important de la transformation agricole. Fort de ses acquis, la nouvelle stratégie Génération Green 2020-2030 est venue consolider la pérennité du développement agricole et mettre l'élément humain au centre de l'équation du développement agricole. Ces stratégies constituent un cadre approprié et aligné avec les voix de transformation des systèmes alimentaires qui constituent les fondements de la souveraineté alimentaire. Je cite à cet égard : le développement de l'économie circulaire, la gestion durable de l'eau et du sol, la croissance inclusive des femmes et des jeunes, le développement des zones rurales pour la réduction des disparités territoriales et sociales, le commerce et aussi la consommation durable où le régime des méditerranéens doit être réhabilité.

Mesdames et Messieurs,

La nouvelle stratégie donne la priorité à l'élément humain, aux hommes et femmes qui travaillent dans le secteur agroalimentaire, dans le but d'améliorer leur niveau de vie et faire accéder les catégories vulnérables à la classe moyenne. Depuis son lancement, plus de 500.000 familles d'agriculteurs bénéficient déjà de l'assurance maladie obligatoire. Le dispositif de formation agricole, fort de 54 établissements de formation professionnelle, ambitionne de former 150.000 jeunes dans les domaines de l'agriculture, la forêt et la pêche à l'horizon 2030.

La transmission intergénérationnelle, également organisée et réussie, est une autre voie d'inclusion des jeunes. La moyenne d'âge des agriculteurs dépasse les 52 ans et plus de 300.000 agriculteurs ont plus de 65 ans, d'où l'importance de cette transmission intergénérationnelle.

Mesdames et Messieurs,

L'agriculture est appelée à relever le double défi de la souveraineté alimentaire et de l'adaptation aux changements climatiques. Si la fonction première de l'agriculture est de nourrir, la souveraineté alimentaire, elle, repose sur le développement d'une agriculture éco-efficiente. La nouvelle stratégie prévoit la protection des sols, notamment par l'adoption de l'agriculture de conservation. En effet, le Maroc prévoit d'atteindre 1 million d'hectares de semis directs d'ici 2030. En 2024, déjà, on a plus de 120.000 hectares de semis directs qui ont été réalisés.

Par ailleurs, le Maroc qui est dans le cadre du partenariat mondial pour les sols, a développé les cartes de fertilité, les cartes de salinité des sols et les cartes de potentiels de séquestration de carbone, initiative combien importante pour la gestion durable des sols et de la production alimentaire. Et là, je salue le Ministre, M. Le Foll, pour l'initiative du 4 pour 1000.

En matière de gestion des ressources en eau, près de 850.000 hectares ont été convertis à l'irrigation en technique d'économie d'eau en goutte à goutte. Cette technologie a permis d'économiser de l'eau et d'améliorer la productivité et les revenus. Le contexte de déficit hydrique actuel a montré la pertinence des choix adoptés. La gestion efficace des ressources en eau est essentielle pour consolider la souveraineté alimentaire. Notre politique repose sur trois composantes, à savoir : la sécurisation de l'offre hydrique, notamment pour l'agriculture ; l'efficacité hydrique et l'amélioration de la gouvernance de l'eau agricole. Des investissements publics importants sont nécessaires à la transition hydrique face à l'incertitude climatique selon une démarche intégrée dans le cadre du nexus Eau-Énergie Souveraineté alimentaire.

L'adoption de cultures résilientes au changement climatique est un choix irréversible, notamment le cactus, le caroubier, l'arganier, le palmier dattier, le câprier et d'autres. L'adoption de variétés notamment céréalières résilientes issues des résultats de la recherche sur l'adaptation permet également de revitaliser les territoires affectés par les changements climatiques.

Dans le domaine de la pêche, les ressources aquatiques sont un levier de croissance clé pour les communautés côtières avec un impact conséquent sur le développement économique et social de la région méditerranéenne. Le développement d'une économie bleue proprement dite à travers la valorisation des produits marins locaux est essentiel à la sécurité alimentaire méditerranéenne.

Mesdames et Messieurs,

La transformation du système alimentaire par la résilience nécessite une nouvelle stratégie de développement climatique et une solidarité régionale, une coopération exemplaire et une action commune où le CIHEAM joue le rôle de catalyseur de cette approche par le partage de la connaissance, la promotion de la recherche et la formation dans les domaines en lien avec la sécurité alimentaire, l'agriculture et la ruralité. Grâce au dialogue institutionnel et aux partenariats, le CIHEAM favorise une coopération plus forte entre diverses parties prenantes, notamment les gouvernements, le secteur privé, le monde universitaire, les communautés agricoles et la société civile.

Pour répondre plus efficacement aux enjeux du bassin méditerranéen, le CIHEAM est amené à :

- Accroître ses efforts dans les domaines prioritaires identifiés;
- Construire et animer le dialogue entre les pays méditerranéens autour des défis présents impactant l'agriculture et le monde rural;
- Lever plus de financements pour accompagner les pays méditerranéens dans le cadre de la coopération pour les systèmes alimentaires durables;
- Explorer les voies d'ouverture sur la coopération avec l'Afrique subsaharienne.

Excellences, Mesdames et Messieurs les Ministres,

Mesdames et Messieurs,

Avant de clore mon intervention, je tiens à réitérer mes remerciements à tous ceux qui ont contribué de près ou de loin et à notre collaboration avec le CIHEAM au succès de cette réunion ministérielle.

Je vous remercie pour votre attention.